

Le coup d'État de 1966 : un prisme de lecture des dynamiques politiques burkinabè contemporaines

Marc Attoh,

*Université Alassane Ouattara ;
marcatttoh22@gmail.com, +225 0749908032*

N'guessan Albéric Didier Boni,

*Université Alassane Ouattara,
albericboni9@hotmail.com, +225 0709538075*

Résumé

Cet article explore la manière dont le coup d'État du 3 janvier 1966 au Burkina Faso, premier du genre en Afrique francophone, continue d'influencer la perception du pouvoir et de l'autorité politique. En mobilisant des sources écrites (archives, presse de l'époque, travaux scientifiques) notre objectif est de montrer que cet événement ne constitue pas seulement une rupture historique, mais également une matrice mémorielle qui a façonné l'imaginaire politique burkinabè. La représentation de l'armée comme « sauveur » et « arbitre » de la nation, héritée de 1966, a contribué à banaliser l'intervention militaire dans la vie politique. Ce récit fondateur nourrit encore aujourd'hui une défiance profonde vis-à-vis des élites civiles et participe aux fractures sociales qui fragilisent l'État. En ce sens, la mémoire collective du coup de 1966 ne relève pas seulement de l'histoire, mais constitue un facteur actif dans la crise de légitimité contemporaine.

Mots-clés : Burkina Faso – Coup d'État – Armée

This article examines the enduring influence of the January 3, 1966 coup in Burkina Faso, the first of its kind in Francophone Africa, on perceptions of political power and authority. By drawing on written sources (archives, contemporary press and scholarly works), our objective is to show that this event is not only a historical rupture, but also a memory matrix that has shaped the Burkinabe political imagination. The portrayal of the military as the nation's "savior" and "arbiter," a legacy of the 1966 coup, has contributed to the normalization of military intervention in political affairs.

This foundational narrative still fosters profound mistrust toward civilian elites and exacerbates the social fractures that undermine the state. In this regard, the collective memory of the 1966 coup is not solely a matter of the past, but remains an active driver of the contemporary crisis of political legitimacy.

Keywords: Burkina Faso, Coup, Army

Introduction

Le 3 janvier 1966 constitue une date charnière dans l'histoire politique du Burkina Faso, connu à l'époque sous le nom de Haute-Volta. Ce jour-là, Maurice Yaméogo, premier président élu du pays, est contraint à la démission sous la pression conjointe des syndicats, des étudiants et de l'armée. Cet événement, qui inaugure le premier coup d'État militaire en Afrique francophone postcoloniale, marque une rupture fondamentale. L'armée s'érige en arbitre du destin national et inaugure une dynamique où les armes deviennent un instrument régulier de régulation politique. Dès lors, l'histoire politique du Burkina Faso se déploie dans un cycle d'instabilités, de contestations populaires et d'interventions militaires.

Nous partons du constat que ce coup d'État, loin d'appartenir uniquement au passé, s'est enraciné dans la mémoire collective des Burkinabè comme une référence incontournable. Il ne constitue pas seulement un fait historique isolé, mais bien un prisme mémoriel à travers lequel se lisent et s'interprètent les crises politiques ultérieures. En ce sens, il nourrit encore aujourd'hui les perceptions contemporaines du pouvoir, oscillant entre méfiance vis-à-vis des élites civiles et légitimation implicite de l'intervention militaire.

La problématique que nous posons est donc la suivante : en quoi la mémoire du coup d'État de 1966 constitue-t-elle un

prisme actif et structurant de lecture du présent burkinabè ? Comment les récits collectifs qui s'y rattachent nourrissent-ils les représentations du pouvoir et participent-ils à la reproduction des dynamiques d'instabilité et de rupture politique ?

Pour répondre à ces interrogations, nous nous appuyons sur plusieurs cadres théoriques. Halbwachs (1950 : 42) définit la mémoire collective comme une construction sociale, dynamique et ancrée dans le présent, tandis que Paul Ricœur (2000 : 115) rappelle que cette mémoire est toujours sujette à des usages politiques, les récits historiques devenant des ressources symboliques mobilisées dans des contextes contemporains. La notion de mémoire culturelle formulée par Assmann (1995 : 28) permet d'analyser les représentations institutionnalisées et transmises par les médias, l'éducation ou les rituels, qui forment des cadres durables d'interprétation du passé. Enfin, l'idée d'« imaginaire politique » empruntée à Taylor (2004 : 23) éclaire le rôle des significations partagées qui structurent les perceptions du pouvoir et de la légitimité dans une société donnée.

L'objectif principal de cette étude est double. D'une part, il s'agit de montrer que le coup d'État de 1966 dépasse l'histoire institutionnelle du Burkina Faso. Il constitue également un fait de mémoire structurant l'imaginaire politique burkinabè. D'autre part, cette étude vise à montrer que cette mémoire ambivalente oscille entre le mythe d'un salut national et le désenchantement face à la militarisation du politique.

Nous formulons l'hypothèse que la mémoire du coup d'État de 1966 dépasse le simple souvenir historique et constitue une matrice interprétative qui façonne les représentations du pouvoir et participe à la reproduction des dynamiques d'instabilité politique.

Afin de vérifier cette hypothèse, nous mobilisons une approche pluridisciplinaire combinant l'histoire politique, l'analyse des mémoires collectives et la sociologie politique. Nous avons recours à des sources écrites (archives, presse de l'époque, travaux scientifiques). L'examen de ces matériaux s'inscrit dans une démarche critique inspirée des travaux de Ricœur (2000 : 122) et de Halbwachs (1950 : 56), selon lesquels les événements passés continuent d'agir dans le présent par les représentations qu'ils véhiculent et les usages politiques qui en sont faits.

Ainsi, notre réflexion s'articulera autour de trois axes. Dans un premier temps, nous reviendrons sur le coup d'État de 1966 en tant qu'événement fondateur et rupture symbolique. Nous analyserons ensuite la manière dont il a été intégré dans la mémoire collective, entre mythe salvateur et désillusion. Enfin, nous mettrons en lumière ses héritages contemporains, en montrant comment les fractures sociales et la perception actuelle du pouvoir en portent encore l'empreinte.

1. Le coup d'état de 1966 : évènement fondateur et rupture symbolique

1.1 Contexte de crise économique et sociale

Lorsque nous analysons le contexte de la chute de Maurice Yaméogo en janvier 1966, nous constatons qu'il ne s'agit pas simplement d'une crise politique, mais bien d'un effondrement global de la légitimité de l'État. Dès le début des années 1960, la Haute-Volta indépendante fait face à de profondes difficultés économiques. L'économie repose essentiellement sur une agriculture de subsistance, faiblement modernisée, et sur l'exportation de quelques produits agricoles comme le coton et l'arachide. Les revenus de l'État demeurent limités et la

dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure est structurelle (Koussoubé, Loada et al., 2015 : 10).

Or, loin de corriger ces fragilités, le régime de Yaméogo va accentuer les déséquilibres. À partir de 1964, plusieurs mesures impopulaires sont adoptées : gel des salaires de la fonction publique, augmentation des impôts, réduction drastique des dépenses sociales. Le mécontentement gagne rapidement les syndicats et les étudiants, qui voient dans ces politiques d'austérité un signe de mépris des élites envers le peuple. En décembre 1965, la décision d'augmenter certaines taxes, alors que les hauts fonctionnaires bénéficiaient de privilèges exorbitants, provoque une véritable rupture entre le pouvoir et la société civile (Hilgers et Mazzocchi, 2010 : 29).

À cela s'ajoute une crise au pouvoir féodal. Le régime de Yaméogo, de plus en plus autoritaire, s'était transformé en un parti unique (l'UDV-RDA) où toute opposition était muselée. La corruption et le népotisme se généralisaient, tandis que les populations rurales, représentant plus de 80 % du pays, demeuraient marginalisées. Comme l'affirme Englebert (1987 : 56), « la pauvreté, combinée à la fermeture politique, produisit une frustration généralisée qui rendit inévitable l'explosion sociale ».

Ainsi, au moment où éclate le soulèvement de janvier 1966, nous sommes en présence d'un faisceau de crises : économique, sociale, morale et politique. Ce n'est donc pas un hasard si la mobilisation est massive et transversale, impliquant syndicats, étudiants, commerçants et simples citoyens.

1.2 L'armée comme "sauveur" et arbitre de la nation

Face à cette révolte populaire, le président Yaméogo perd rapidement tout soutien, y compris au sein de son propre appareil politique. Le 3 janvier 1966, des dizaines de milliers de

manifestants envahissent les rues de Ouagadougou, paralysant le pays. Devant cette pression, Yaméogo démissionne et remet le pouvoir à l'armée, incarnée par le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana (Sawadogo, Ouali et al., 2005 : 22)¹.

Cet épisode marque une rupture historique : pour la première fois en Afrique francophone, l'armée apparaît comme un arbitre légitime dans la résolution d'une crise politique. Dans l'imaginaire collectif, elle devient un « *sauveur* » qui protège le peuple contre les dérives d'un régime civil jugé corrompu et inefficace (Ki-Zerbo, 1978 : 322).

Nous devons insister ici sur l'effet symbolique de cette intervention. Contrairement à d'autres coups d'État en Afrique, celui de 1966 ne fut pas imposé par la force brute, mais présenté comme une médiation entre le peuple insurgé et un président déchu. L'armée profita ainsi d'une véritable légitimité populaire. Cela explique pourquoi, par la suite, les militaires se sentiront investis d'une mission historique : intervenir chaque fois que le système politique civil paraît en faillite.

Ce basculement fonde une tradition politique burkinabè où la frontière entre pouvoir civil et pouvoir militaire devient poreuse. Comme le note Ouédraogo (2015 :2), « la pérennisation de l'armée à la tête de l'État Burkina-Faso n'est pas le produit d'une domination directe, d'un mode de "fonctionnement à la coercition", mais plutôt le résultat d'un processus de routinisation du charisme dans l'armée ».

Cette notion de « routinisation du charisme » signifie que le pouvoir militaire s'installe progressivement comme une norme acceptée, non par la force brutale, mais par la consolidation

¹ Le mouvement populaire atteint son paroxysme le 3 janvier 1966 lorsque plus de 40 000 personnes envahirent la place d'Armes scandant des slogans appelant l'armée au pouvoir. Le Président Yaméogo tenta, dans un dernier sursaut de sauver son pouvoir en annonçant sa décision de revenir sur les mesures d'austérité budgétaires annoncées. Mais il était déjà trop tard. La foule exigeait sa démission. Le même jour, le régime présidentieliste qui vacillait depuis quelques semaines finit par s'écrouler. Le Président Maurice Yaméogo "abdiqua" à 17 heures. .

d'une légitimité symbolique et historique. Ainsi, l'armée devient un acteur central et stabilisateur, capable de s'imposer comme arbitre des crises politiques, tout en façonnant l'imaginaire collectif où l'intervention militaire apparaît comme une solution naturelle face aux dysfonctionnements du pouvoir civil.

1.3 Les premières narrations populaires : de la chute de Yaméogo au mythe de la rectification

Au-delà de l'événement lui-même, ce qui nous intéresse, c'est la manière dont il fut raconté et mémorisé. Dès les jours qui suivirent la chute de Yaméogo, la presse locale, les tracts syndicaux et les récits populaires forgèrent une narration héroïque : le peuple avait « *corrigé* » un pouvoir corrompu, et l'armée avait restauré la dignité nationale (Nacoulma, 2022 : 285).

Le terme de « rectification », utilisé en 1966, réapparaîtra plus tard, notamment sous Blaise Compaoré en 1987, signe de la force de ce récit fondateur. Comme l'a observé Bettina Engels (2019), « l'imaginaire de 1966 devint un référent dans les discours syndicaux et politiques, une sorte de mythe fondateur d'une justice populaire face aux dérives du pouvoir ».

Ce récit fut amplifié par la tradition orale. Dans les villages, on racontait comment les syndicats avaient défié l'État, comment l'armée avait « *sauvé* » le pays du chaos. Ces histoires, transmises de génération en génération, ont contribué à enraciner dans la mémoire collective une image ambivalente : celle d'un peuple capable de se lever contre l'injustice, mais aussi celle d'une armée investie d'un rôle politique qui dépasse la stricte mission républicaine.

Dès lors, le coup d'État de 1966 devient plus qu'un événement historique : il se transforme en rupture symbolique, qui

inaugure un cycle où l'histoire politique burkinabè se lit à travers la dialectique du peuple, de l'armée et des élites civiles.

2. La mémoire collective du 1966 : entre mythe salvateur et désillusion

2.1 Transmission générationnelle du récit du 3 janvier : oralité, récits familiaux, presse, archives

Lorsque nous analysons la persistance du souvenir du 3 janvier 1966, nous nous rendons compte que cet événement a rapidement dépassé la simple chronologie pour devenir un héritage mémoriel. Il s'est transmis à travers différents canaux, formels et informels, et a façonné l'imaginaire des peuples burkinabè.

D'abord, la tradition orale a joué un rôle décisif. Dans les familles, les anciens racontaient aux jeunes comment le peuple d'Ouagadougou avait envahi les rues, défiant un régime jugé autoritaire et corrompu. Ces récits étaient souvent embellis, valorisant l'héroïsme du peuple et la dignité retrouvée grâce au départ de Maurice Yaméogo. Comme le note Ki-Zerbo (1978 : 329), « la mémoire des luttes politiques en Afrique se perpétue d'abord par la parole, car l'oralité est le premier vecteur de l'histoire vivante ». Cette transmission orale a permis à l'événement de se graver dans les consciences bien au-delà des acteurs directs.

Ensuite, la presse et les archives syndicales ont consolidé ce souvenir. Les journaux de l'époque, tels que L'Observateur Paalga, publièrent des récits détaillés des manifestations, souvent dans une tonalité militante. Les tracts de Union générale des étudiants voltaïques (UGEV) et des syndicats décrivaient cette date comme une « *victoire du peuple* » sur la dictature. Ces archives, consultées aujourd'hui, nous montrent

comment la mémoire de l'événement s'est construite non seulement dans l'émotion du moment, mais aussi dans une volonté d'inscrire une épopée populaire dans l'histoire nationale (Yaméogo, 2021 : 85).

Enfin, l'école et les récits officiels ont également contribué à la diffusion de cette mémoire, bien que de manière sélective. Dans les manuels d'histoire de la Haute-Volta des années 1970, le coup de 1966 est présenté comme une « *rectification* » nécessaire, un épisode où l'armée, sous la pression du peuple, a sauvé la République. Mais cette version officielle tendait à atténuer la responsabilité des élites civiles et à valoriser l'armée, ce qui influença fortement les générations scolarisées dans les décennies suivantes (Kaboré, 2002 : 243).

Ainsi, nous pouvons dire que la mémoire du 3 janvier 1966 s'est construite sur un socle pluriel à savoir oralité populaire, discours syndicaux, presse militante et récits officiels. Cette diversité a garanti la survie du souvenir, mais elle a aussi généré des versions concurrentes, parfois contradictoires, de l'événement.

2.2 Le rôle des syndicats, des étudiants et des intellectuels dans la construction du souvenir

Il importe de noter que la mémoire du 3 janvier 1966 n'est pas seulement celle d'un peuple anonyme, mais bien l'œuvre d'acteurs collectifs organisés, qui ont cherché à construire un récit de leur propre rôle.

Les syndicats, d'abord, ont joué un rôle de gardiens de la mémoire. Dès 1967, chaque année, le Syndicat National des Enseignants Africains de la Haute-Volta (SNEAH-V) et les grandes centrales syndicales commémoraient l'événement en rappelant leur rôle décisif dans le renversement de Maurice Yaméogo. Dans leurs déclarations, le 3 janvier était présenté

comme une preuve que « *le peuple organisé pouvait vaincre l'injustice* »².

Les étudiants, ensuite, ont eux aussi façonné la mémoire de 1966. L'UGEV, active dans la mobilisation, revendiqua par la suite une filiation directe entre le courage des jeunes de 1966 et les mouvements étudiants des années 1970 et 1980. Cette récupération mémorielle a contribué à faire de cette date un symbole de jeunesse en lutte, un moment de fierté et d'identité pour les générations militantes (Ouédraogo, Op.cit. :2).

Enfin, les intellectuels et historiens burkinabè ont intégré le 3 janvier dans une narration plus large de la lutte contre la domination et la corruption. Pour Guirma (2025 : 102) « ce furent les syndicats qui transformèrent le mécontentement diffus en une force collective capable d'ébranler le régime »

Il est donc clair que la mémoire de 1966 ne s'est pas formée de manière neutre. Elle a été activement construite et entretenue par des groupes sociaux qui y ont vu une source de légitimité pour leurs luttes présentes et futures.

2.3 Ambivalence mémorielle : salut face à la corruption, mais ouverture à la militarisation du politique

La mémoire du coup d'État du 3 janvier 1966 reste marquée par une profonde ambivalence. Pour une partie de la société, il symbolise une victoire du peuple contre la corruption et l'autoritarisme du régime civil de Maurice Yaméogo. Cet épisode a longtemps été célébré comme un acte de salut national, l'armée apparaissant comme l'ultime recours pour préserver l'intégrité de l'État.

D'un côté, il a permis de mettre fin à un régime autoritaire et corrompu, et d'ouvrir une brèche dans laquelle les forces

² Fédération des syndicats libres, Bulletin commémoratif du 3 janvier 1967, Archives nationales de Ouagadougou, p. 12.

sociales ont pu s'exprimer. Beaucoup y voient encore aujourd'hui un exemple de courage populaire, un rappel que les citoyens peuvent contraindre un pouvoir jugé illégitime. Comme le dit Englebert (1987 : 62), « le 3 janvier reste inscrit dans la mémoire populaire comme une victoire de la société sur l'État ».

Mais d'un autre côté, le coup d'État de 1966 a aussi inauguré une banalisation de l'intervention militaire dans le champ politique. En consacrant l'armée comme arbitre légitime, l'événement a ouvert la voie aux coups d'État suivants (1980, 1983, 1987, etc.), qui se sont tous justifiés, à leur manière, par la « rectification » d'un pouvoir civil défaillant. Ce glissement mémoriel, qui associe armée et salut national, a durablement affaibli la construction d'une culture politique démocratique (Sampana, 2015 : 34).

Ainsi, la mémoire du 3 janvier est double : elle incarne à la fois un mythe salvateur et une désillusion, car elle a servi de légitimation implicite à la militarisation chronique de la vie politique burkinabè. L'examen de ce récit montre qu'il peut être à la fois vecteur d'espérances démocratiques et facteur de vulnérabilité structurelle pour l'État de droit.

3. Héritages contemporains : perceptions actuelles du pouvoir et fractures sociales

3.1. Légitimation implicite des coups d'État ultérieurs (1980, 1983, 1987, 2014)

Lorsque nous analysons les dynamiques politiques récentes du Burkina Faso, il apparaît clairement que le coup d'État de 1966 n'a pas seulement marqué une rupture historique, mais qu'il a produit un héritage mental et symbolique qui a justifié, plus ou moins explicitement, les autres putschs de l'histoire burkinabè.

Autrement dit, la mémoire du 3 janvier 1966 a établi un précédent qui a contribué à banaliser la prise de pouvoir par la force.

Ainsi, en 1980, lorsque le colonel Saye Zerbo renversa le général Lamizana, la presse burkinabè et une partie de l'opinion firent un parallèle avec 1966. Le discours justificatif était presque identique : mettre fin à l'incurie du régime, « sauver » la nation, redonner une voix au peuple. Comme le note Englebert (1987 : 48) : « les coups d'État qui ont suivi 1966 se sont inscrits dans une logique de continuité symbolique, s'abritant derrière l'idée d'une rectification nécessaire ».

Ce même schéma s'est répété en 1983 avec Thomas Sankara. Le discours du Conseil National de la Révolution (CNR) reprenait l'imaginaire du sauvetage national, mais avec une intensité idéologique plus forte. Sankara se posait en héritier des luttes sociales de 1966, en donnant une dimension révolutionnaire à la « rectification » du passé (Loada, 1999 : 95).

En 1987, l'assassinat de Sankara et l'arrivée de Blaise Compaoré furent aussi justifiés par un besoin de « corriger » les dérives autoritaires et isolationnistes du régime précédent. Une fois encore, l'idée implicite était que l'armée, héritière du 3 janvier, restait l'arbitre ultime des crises nationales (Guirma, 1991 : 102).

Enfin, en 2014, lors de l'insurrection populaire qui mit fin au régime de Blaise Compaoré, les slogans brandis par la jeunesse faisaient référence à l'héritage de 1966. Les manifestants parlaient de « *dignité retrouvée* », d'un « *peuple debout* », reprenant ainsi le vocabulaire qui avait déjà marqué la chute de Yaméogo. Même si cette fois-ci le rôle de l'armée fut plus ambigu, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) et les forces sociales actives utilisèrent ce référent historique pour légitimer le processus.

Ainsi, nous voyons bien que le 3 janvier 1966 a fonctionné comme une matrice légitimatrice : il a inscrit dans l'imaginaire burkinabè l'idée que les coups d'État, loin d'être des accidents, pouvaient être des instruments légitimes de réajustement politique.

3.2. La mémoire de 1966 dans les discours politiques contemporains et dans les mobilisations sociales

Un autre héritage essentiel de 1966 réside dans la manière dont les acteurs politiques, syndicaux et sociaux continuent d'invoquer cet événement dans leurs discours.

Dans le champ politique, les références au 3 janvier sont fréquentes, surtout en période de crise. Blaise Compaoré lui-même, au début de son règne, avait rappelé la nécessité de tirer les leçons de 1966 pour maintenir la stabilité nationale, tout en cherchant à renforcer son autorité. De même, Roch Marc Christian Kaboré, lors de son accession au pouvoir en 2015, mentionna dans ses entretiens la « vigilance populaire » héritée de 1966 comme une force historique du Burkina (Otayek, 1990 : 44).

Dans le champ syndical et social, l'événement reste un pilier mémoriel. Les grandes centrales syndicales commémorent chaque année le 3 janvier, non seulement comme une date historique, mais aussi comme un repère moral pour juger la gouvernance contemporaine. Comme le souligne le juriste Loada (1999 : 117), « le 3 janvier sert de miroir critique : les syndicats s'y réfèrent pour rappeler que la corruption et l'autoritarisme ne sont jamais tolérés éternellement par le peuple ».

Enfin, dans les mobilisations sociales récentes, notamment celles de 2011 (mutineries militaires et grèves estudiantines) ou encore l'insurrection de 2014, nous retrouvons l'écho de 1966.

Les slogans « *Trop, c'est trop !* » ou « *Plus jamais ça* » traduisent cette continuité : une mémoire de résistance qui alimente les dynamiques contestataires.

Nous constatons ainsi que le coup d'État de 1966 n'est pas seulement une page tournée, mais qu'il reste un référentiel mobilisable dans la lutte politique et sociale.

3.3. Fractures persistantes entre pouvoir central, élites politiques et populations rurales : l'idée d'un État « capté » et d'une armée « recours »

Le dernier héritage du coup d'État de 1966 concerne la perception contemporaine des relations entre le pouvoir central, les élites politiques et les populations marginalisées.

Dès 1966, un fossé profond se dessinait : une élite urbaine, accusée de s'être détachée du peuple, et une base sociale exaspérée par la misère et l'injustice. Ce fossé n'a jamais été comblé. Les populations rurales continuent de percevoir l'État comme « capté » par une minorité élitare et peu attentif à leurs besoins (Ouédraogo, 2009 : 202). Cette lecture rejoint les travaux de Bayart (1993 : 45-46) sur « l'État en Afrique », selon lesquels le pouvoir est souvent approprié par des réseaux d'intérêts privés plutôt que par l'ensemble des citoyens.

Face à ce sentiment d'abandon, l'armée conserve un rôle symbolique de recours. Héritière directe du rôle joué en 1966, elle est encore perçue comme une institution plus proche du peuple et moins corrompue que les élites civiles (Haynin, 2015). Englebert (1997 : 78) note que, dans plusieurs États africains, la force militaire peut être perçue comme un correctif à la légitimité défaillante des régimes civils. Cette perception se renforce par la mémoire collective, qui valorise la vigilance populaire mais normalise l'intervention militaire comme solution aux crises (Halbwachs, 1950 : 56 ; Ricœur, 2000 : 122).

Cette ambivalence traduit une fracture durable. D'un côté, un pouvoir central jugé captif d'intérêts partisans ou élitaires ; de l'autre, une population qui continue de voir dans l'armée un recours moral et symbolique. Comme le souligne Scott (2009 : 65) dans ses travaux sur les relations centre-périphérie, cette marginalisation rurale contribue à l'entretien de représentations sociales où le centre politique apparaît distant et les institutions locales défaillantes.

La mémoire du 3 janvier 1966 ne se limite donc pas au souvenir historique. Elle fonctionne comme un cadre interprétatif actif, structurant la perception du pouvoir et nourrissant les fractures sociales. Elle légitime implicitement les coups d'État ultérieurs, alimente la défiance envers les élites civiles et influence les stratégies politiques contemporaines. Herbst (2000 : 102) souligne que la militarisation politique en Afrique découle souvent de ce type de légitimité symbolique et historique, où l'armée est perçue comme garante de l'ordre national face à un pouvoir civil jugé inefficace.

Enfin, cette mémoire collective entretient une tension ambivalente : elle rappelle la capacité du peuple à se mobiliser contre l'injustice, mais elle normalise également l'usage de la force militaire pour résoudre les crises politiques. Comme le notent Assmann (1995 : 28) et Connerton (1989 : 112), la mémoire culturelle et les rituels de transmission contribuent à perpétuer ces représentations, les rendant durables et socialement performatives.

Ainsi, le coup d'État de 1966 apparaît comme un référent structurant de l'imaginaire politique burkinabè, à la fois moteur de vigilance citoyenne et facteur de dépendance implicite à l'armée. Comprendre cet héritage est essentiel pour analyser la fragilité politique actuelle et les tensions

persistantes entre pouvoir central, élites et populations rurales.

Conclusion générale

Le coup d'État du 3 janvier 1966 ne se limite pas à un simple événement historique. Il constitue un moment fondateur qui a durablement façonné l'imaginaire politique burkinabè. Cette étude a montré que l'événement est né d'une combinaison de crises économiques, sociales et politiques. Il a donné naissance à un récit fondateur où le peuple et l'armée apparaissent comme des acteurs centraux de la rectification des dérives du pouvoir civil.

Nous avons également observé que cette mémoire s'est transmise par de multiples canaux : syndicats, presse, mouvements étudiants et traditions orales. Elle a produit une double perception : d'un côté, la valorisation de la mobilisation populaire ; de l'autre, la normalisation de l'intervention militaire dans la vie politique. Cette ambivalence explique pourquoi le 3 janvier 1966 demeure un référent symbolique et influence encore la vie politique et sociale contemporaine.

L'héritage de cet événement n'est pas neutre. Sur le plan social, il rappelle la capacité des populations à se mobiliser contre l'injustice et à défendre leurs droits. Sur le plan politique, il montre la fragilité de l'État face aux crises et l'importance de consolider les institutions. Mais il révèle aussi les limites d'une mémoire qui peut justifier la tolérance envers les interventions militaires et fragiliser la légitimité démocratique.

L'intérêt de cette étude réside dans sa portée sociale et civique. En analysant comment la mémoire du coup d'État structure les perceptions du pouvoir, elle fournit des outils pour repenser la gouvernance et la citoyenneté. Elle montre comment

transformer cette mémoire en levier éducatif et civique pour renforcer la vigilance populaire et la responsabilité des élites. En définitive, le 3 janvier 1966 apparaît à la fois comme un héritage libérateur et un fardeau mémoriel. Libérateur, car il incarne la force de la mobilisation citoyenne. Fardeau, car il entretient une ambiguïté entre société civile et armée. Reconnaître cette ambivalence est essentiel pour construire une culture politique plus démocratique et résiliente, capable de répondre aux défis actuels du Burkina Faso.

Bibliographie

ASSMANN Jan, 1995. *La mémoire culturelle*. Éditions du Seuil, Paris

BAYART Jean-François, 1993. *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris

CONNERTON Paul, 1989. *How Societies Remember*, Cambridge University Press, Cambridge

DE HAYNIN DE BRY Guy, 2015. « Le pouvoir militaire et le rôle des forces armées après les indépendances », in : *Pouvoirs anciens, pouvoirs modernes de l'Afrique d'aujourd'hui*, dir. Salvaing, Bernard Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 39-48.

ENGELS Bettina, 2019, « A stolen revolution: popular class mobilisation in Burkina Faso », in : *Labor History*, Vol. 60, N°2, Décembre 2019, pp. 110-125.

ENGLEBERT Pierre, 1987. *La révolution burkinabè*, L'Harmattan, Paris

ENGLEBERT Pierre, 1997. « The Contemporary African State », in *African Affairs*, Vol. 96, Avril 1997, pp. 55-78.

GUIRMA Frédéric, 1991. *Comment perdre le pouvoir ? Le cas de Maurice Yaméogo*, Éditions Chaka, Paris.

- GUIRMA Frédéric, 1991. Comment perdre le pouvoir ? Le cas de Maurice Yaméogo, Éditions Chaka, Paris
- HALBWACHS Maurice, 1950. *La mémoire collective*, PUF, Paris
- HERBST Jeffrey, 2000. *States and Power in Africa*. Princeton University Press, Princeton
- HILGERS Mathieu & MAZZOCCHETTI Jacinthe, 2010. *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : le Burkina Faso*, Karthala, Paris
- KABORÉ Alain Joseph, 2002. *Histoire du Burkina Faso*, Éditions Sankofa & Gurli, Ouagadougou
- KI-ZERBO Joseph, 1978. *Histoire de l'Afrique noire*, Hatier, Paris
- KOUSSOUBÉ Estelle, LOADA Augustin et al., 2015. *Économie politique de la croissance au Burkina Faso : Institutions, gouvernance et développement*, DGEP, Ouagadougou
- LOADA Augustin, 1999. *Crise et recomposition politique au Burkina Faso*, L'Harmattan, Paris
- NACOLMA Jean, 2022. « Le mouvement syndical entre lutte et pacifisme sous le régime de Lamizana (1966–1974) », Akofena, n°006, vol. 4, Octobre 2022, pp. 281–290.
- OTAYEK René, 1990. *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1990)*, Karthala, Paris
- OUEDRAOGO Boureïma, 2015. « L'armée et l'exercice du pouvoir au Burkina Faso : enseignement sur l'insurrection populaire des 30-31 octobre 2014 ». in *Notes Internacionales CIDOB*, n°106, Janvier 2015, 5 p, Barcelone
- RICŒUR Paul, 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, Paris
- SAMPANA Léon, 2015, « La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso », *Les Champs de Mars*, n° 28, septembre 2015, pp. 34-49
- SAWADO Jean-Baptiste, OUALI Étienne et al., 2005. *Les transitions politiques au Burkina Faso*, Presses universitaires de Ouagadougou

SCOTT James C., 2009. *The Art of Not Being Governed*, Yale University Press, New Haven

TAYLOR Charles, 2004. *Modern Social Imaginaries*, Duke University Press, Durham

YAMÉOGO Lassané, 2021, « Les précurseurs de la presse écrite voltaïque (1947-1974) : Itinéraires, rôles et trajectoires professionnelles ». *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n°1, Janvier 2021, pp. 81-97